

## **Libye : M. Sabri Boukadoum « L'Algérie n'est pas en position de laisser la Libye se diriger vers un avenir inconnu »**

Le Chef de la diplomatie algérienne, M. Sabri Boukadoum, a plaidé le 8 juillet 2020, devant le Conseil de Sécurité de l'ONU, pour une solution opérationnelle et pratique basée sur un cessez-le-feu, la libre volonté des Libyens et la légalité internationale.

Il a expliqué que l'approche algérienne, massivement acceptée par tous les Libyens, est basée sur trois éléments, à savoir un cessez-le-feu immédiat, et une désescalade dans tous les domaines, y compris sur les questions relatives à l'énergie et à la répartition des sources de richesse. L'autre élément consiste à aider les représentants libyens à retourner à la table des négociations.

Le Ministre a également indiqué que l'Algérie soutenait les conclusions de la Conférence de Berlin, et qu'elle participera résolument à toutes les pistes du suivi sur lesquelles devraient s'engager toutes les parties, pas seulement libyennes.

Il a ajouté que l'Algérie appuyait tous les efforts sincères favorisant la paix, la cohésion et la reconstruction, en s'engageant à aider les Libyens à sortir de la situation de crise dans laquelle ils se sont enfoncés.

« Permettez-moi de le dire le plus clairement possible : l'Algérie n'est pas en position de laisser la Libye se diriger vers un avenir inconnu. La sécurité de tous les Etats voisins, parmi eux l'Algérie, dépend de la paix, de la sécurité et de l'intégrité territoriale de la Libye », a-t-il expliqué devant le Conseil.

Cependant pour mettre fin aux hostilités, il faut une solution politique et non militaire, a souligné le Chef de la diplomatie algérienne.

Il a précisé que la Communauté Internationale disposait de l'instrument lui permettant de venir à bout de cette crise, citant les nombreuses résolutions du Conseil de Sécurité, les conclusions de la conférence de Berlin, l'engagement des pays voisins, et la volonté déclarée des deux parties libyennes et celles des parties prenantes internationales.

Au moment où la désignation d'un nouvel émissaire en Libye se fait attendre en raison d'une obstruction au niveau du Conseil de Sécurité, M. le Ministre a soutenu que cette nomination constituera un signal très positif à la reprise prévue.

« Nous espérons que le SG de l'ONU aura enfin son mot à dire sur la désignation d'un représentant spécial, et avec notre soutien et le soutien de la Communauté Internationale, et celle des Etats voisins, ce sera une étape très facile, un bon signal pour la reprise tant attendu », a déclaré M. Boukadoum.

Le Ministre a mis en exergue l'importance de la contribution de l'Union Africaine au règlement du conflit ainsi que celle de la prochaine Conférence Interlibyenne qui devrait aider de manière inclusive tous les Libyens, tribus et régions, à décider de l'avenir de leur pays.

C'est les Libyens qui vont définir le contour, « sans plus d'interférences, de débordement d'armes et de mercenaires », a encore insisté M. le Ministre, regrettant que « ce n'est pas encore le cas aujourd'hui ».

« La solution que nous voulons promouvoir et qui semble être acceptée par tous les Libyens dans leurs divergences, préservera certainement à l'avenir l'intérêt légitime de toutes les parties prenantes concernées en Libye ».

« C'est à nous d'envoyer un message d'espoir au peuple Libyen », a conclu M. le Ministre des Affaires Etrangères.

Le 9 juillet 2020